

COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

Distr.
RESTREINTE
AR/34
4 juillet 1950
ORIGINAL:
FRANCAIS

Lettre en date du 26 juin 1950 adressée
au Président de la Commission de Conciliation
par le Représentant du Royaume Hachémite
de Jordanie

Monsieur le Président,

Comme suite à ma lettre du 21 juin 1950, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le refus de mon Gouvernement de commencer des négociations est dicté par des raisons de solidarité avec les ETATS Arabes Frères, ainsi que par l'absence des preuves d'une bonne intention d'Israël qui refoule hors du territoire qu'il occupe certaines tribus arabes au sud de la Palestine pour des objectifs bien connus.

Aussi, lorsque le Royaume Hachémite de Jordanie qui désire la paix, aurait la preuve des bonnes intentions de l'autre Partie, Il ne manquerait pas de réexaminer la situation sur la base de la sauvegarde des droits arabes, tout en tenant compte des désirs des Etats Arabes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(s) Hafez ABDUL-HADI